

**28 septembre 1998, Gaspé**

**Allocution devant la Chambre de commerce de la Gaspésie**

Monsieur le Président de la Chambre de commerce,

Monsieur le Ministre,

Messieurs les Députés,

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs,

C'est toujours avec beaucoup de plaisir que je viens chez vous en Gaspésie. Tout comme moi, bien des Québécoises et des Québécois maintiennent un lien affectif avec la péninsule et ses habitants. Certains se font un honneur d'y revenir à chaque année, d'autres y trouvent l'inspiration et font en sorte que des milliers de nos compatriotes soient rivés devant leur petit écran chaque semaine. J'ai décidé de venir vous rencontrer aujourd'hui, comme je le fais dans toutes les régions du Québec, parce que nous sommes à un moment important de notre progrès collectif. Depuis quatre ans, ensemble, nous avons accompli beaucoup de choses, des choses parfois difficiles, mais nécessaires.

Nous avons ainsi construit pour nous et pour nos enfants une société plus solide et plus solidaire. Et parce que nous avons été ambitieux et travailleurs, des choix nouveaux s'offrent à nous. Notre compte en banque collectif, nos finances publiques sont en ordre pour la première fois depuis plus d'une génération. Notre économie est relancée comme jamais depuis une décennie. Pour discuter de ces choix et savoir ce que vous en pensez, j'effectue une tournée du Québec pour écouter ce que les femmes et les hommes de chez nous ont à me dire sur le travail de notre gouvernement et sur ce qu'on doit améliorer et ajuster. Déjà, mardi dernier, j'ai apporté des ajustements en nommant à des postes importants du Conseil des ministres trois personnes nouvelles. Ces changements indiquent combien nous voulons tourner notre action vers la jeunesse, l'emploi et la santé. Dans les derniers 30 mois, notre action a essentiellement suivi deux priorités. D'une part, un rigoureux programme budgétaire et économique. D'autre part, un ambitieux programme social respectueux de nos moyens.

Sur le plan économique, les choses vont mieux, beaucoup mieux. Le Québec verra cette année les investissements privés et publics progresser de presque 13 %, presque deux fois plus vite qu'au Canada. Ici, dans la région, les investissements privés avaient chuté de 10 % sous le dernier mandat des libéraux. Ils ont augmenté de 38 % depuis notre élection, et ils augmenteront de 15 % cette année. Nos exportations connaissent une croissance exceptionnelle. De 30 000 000 000 \$ en 1989, nous en sommes aujourd'hui à 67 000 000 000 \$ de biens, de produits et de services exportés à l'étranger.

Depuis notre élection il y a quatre ans, 180 000 emplois nouveaux sont apparus et le mois dernier nous en avons créé ensemble 30 000. En passant, savez-vous combien d'emplois l'ancien gouvernement a créé pendant son dernier mandat, en cinq ans? Zéro! Vous avez bien entendu: zéro emploi! Les libéraux avaient créé 0 % de tous les emplois au Canada. Nous,

nous en avons créés 20 % et nous voulons atteindre notre objectif de 25 %, soit la proportion de notre population par rapport à celle du Canada. L'un des effets de cette bonne performance, c'est que, depuis notre élection, il y a 86000 assistés sociaux de moins.

Ici, dans la région, le nombre d'assistés sociaux a chuté de 10 % depuis notre élection, avec 1 785 prestataires de moins. Les mesures que nous avons prises pour attirer des investisseurs étrangers, les projets du Fonds de lutte contre la pauvreté, de démarrage d'entreprises, l'ouverture du grand chantier de l'économie sociale et de nombreuses actions pour l'emploi au niveau national et régional ont contribué à mettre plus de Québécoises et de Québécois au travail. Je sais que la contribution du Fonds de lutte à la pauvreté a été appréciée chez vous. Dans tous les coins de la Gaspésie, des projets porteurs d'espoir se concrétisent.

Mais n'allez pas croire que le gouvernement voit votre situation avec des lunettes teintées de rose. Votre région vit des problèmes reliés notamment à l'exode des jeunes et à la structure économique de la Gaspésie. Depuis quatre ans, de concert avec le ministre responsable de la région, Matthias Rioux et ses collègues Marcel Landry et Guy Lelièvre, nous travaillons sans relâche à l'amélioration de cette situation pour que vous puissiez participer pleinement à la relance économique collective. Pour lutter efficacement contre le chômage, il ne suffit pas de créer des emplois. Il faut s'assurer que notre main-d'œuvre est compétente, bien formée; qu'elle est prête à assumer les responsabilités que nos entrepreneurs souhaitent lui confier.

Voilà pourquoi la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Mme Louise Harel, a mis en place une réforme de l'aide sociale complètement axée sur l'aide à la formation, à l'insertion et à l'emploi. Il y a aussi la situation des travailleurs à faible revenu, ceux qui ont un emploi, mais qui ont du mal à joindre les deux bouts. Nous avons beaucoup fait pour améliorer leur sort : en quatre ans, le salaire minimum a été haussé de 15 %. Pour les familles à faible revenu, nous avons bonifié l'allocation familiale. Et nous avons maintenu le principe de l'aide universelle aux familles en instaurant des services de garde à 5 \$ pour les 4 et 3 ans et nous poursuivons l'implantation de ces services pour les plus jeunes enfants. À cela s'ajoutent nos mesures d'allocation-logement et, surtout, la réduction d'impôt.

En effet, dès cette année, 200 000 ménages à faible revenu ne paient plus du tout d'impôt. Ces Québécoises et ces Québécois ont atteint l'impôt zéro avant que le Québec n'atteigne le déficit zéro. Et tous les ménages qui ont un salaire de moins de 23 000 \$ se voient rembourser la TVQ, et même plus pour beaucoup d'entre eux. Pour le budget d'une famille à faible revenu, c'est un coup de pouce important. Pour ceux qui n'ont pas la capacité d'accéder au marché du travail, nous appliquons depuis deux ans notre clause d'appauvrissement zéro qui assure définitivement la sécurité de leur revenu. Dans votre région, le soutien gouvernemental aux jeunes entrepreneurs a permis la création, l'an dernier, de 74 entreprises. Et nous avons fait en sorte que les réformes de l'aide sociale et l'aide individuelle soient orientées en priorité vers les jeunes assistés sociaux aptes au travail pour les inciter à reprendre le chemin de l'école, de la formation ou de l'emploi.

Votre région, malgré son potentiel et ses ressources, perd d'année en année une partie importante de sa jeunesse au profit des grands centres. D'autres régions par ailleurs sont dans la même situation. En juin dernier, la Commission administrative régionale s'est réunie

pour discuter à fond des défis locaux. À la mi-octobre, cette commission se réunira à nouveau et fera rapport au vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, Monsieur Bernard Landry, au ministre du Travail, Matthias Rioux, et au nouveau ministre des Régions, Jean-Pierre Jolivet. Ces ministres rencontreront par la suite vos représentants au sein du CRD afin de définir les priorités de développements. Je sais que certaines commencent à être identifiées telles les biotechnologies marines et le tourisme. Je suivrai cet effort de réflexion et d'action. Et lorsqu'un projet intéressant sera soumis dans un secteur identifié comme prioritaire, je vous assure qu'il bénéficiera d'un traitement accéléré. L'exode des jeunes continuera d'être au cœur des préoccupations des représentants du gouvernement.

La Gaspésie partage avec d'autres régions du Québec des problèmes comme celui du décrochage scolaire. Au Québec, notre lutte contre le décrochage donne déjà des résultats : il y a 10 ans, 22 % des adolescents n'étaient plus sur les bancs de l'école. Aujourd'hui, ces 22 % sont réduits à 15 %. Nous sommes sur la bonne voie. Et nous savons qu'une jeune Québécoise, qu'un jeune Gaspésien éduqué et formé, c'est une ou un jeune qui a un avenir et qui gagne. Les jeunes ont plus d'outils qu'il y a quatre ans pour obtenir la formation indispensable à leur réussite. Le décrochage est à la baisse, le taux de réussite scolaire est à la hausse et nos jeunes savent maintenant qu'ils auront en héritage un État financièrement solide. Il faut que la Gaspésie soit partie prenante de cette réussite et nous y mettons l'effort et l'énergie nécessaires. Je tiens aussi à vous dire quelques mots sur un bien que les Québécoises et les Québécois considèrent à juste titre comme un de leurs plus précieux : un des meilleurs systèmes de santé au monde.

Ces quatre dernières années, la grande réforme de la santé a bouleversé des habitudes. On nous dit : la réforme de la santé a été dure. C'est vrai. Nous avons dû la faire pendant qu'Ottawa nous enlevait 7 000 000 000 \$ de budget en santé et alors que nous devions nous-mêmes cesser d'endetter le Québec. Bien sûr que c'était dur. On nous dit : la réforme de la santé a été rapide. C'est parfaitement vrai, et nous avons dû la faire en quatre ans, alors que le gouvernement précédent savait qu'il fallait la commencer il y a huit ans. Bien sûr que c'était trop rapide. Il nous fallait rattraper le retard. Certains s'en inquiètent. Mais les gens qui utilisent les services de santé sont surpris, lorsqu'ils vont à l'urgence, à l'hôpital ou au CLSC.

Ils sont surpris parce qu'ils sont satisfaits de la qualité des services. Vous serez surpris d'apprendre qu'on a plus que doublé les budgets pour les soins à domicile et que l'attente pour une place d'hébergement de longue durée est sensiblement plus courte qu'avant. Il y a quatre ans, notre système de santé était en péril. Aujourd'hui, grâce à la réforme, il repose sur de nouvelles bases, plus solides. Avant, son financement était incertain, on se soignait collectivement à crédit. Aujourd'hui, son financement est assuré et il a augmenté de 500 000 000 \$ cette année avant même que nous atteignions le déficit zéro. Comme l'on dit la semaine dernière messieurs Landry et Léonard, nous devons être vigilants pour atteindre le déficit zéro dans six mois. La conjoncture internationale ne nous fait pas de cadeaux.

Cependant, nous avons espoir qu'au cours des prochains mois, des sommes additionnelles pourraient apparaître. Ces sommes iront en priorité dans la santé. Nous avons fait beaucoup depuis quatre ans, beaucoup de choses difficiles. Nous l'avons fait pour les Québécoises et les Québécois mais surtout avec eux. La question se pose donc de savoir si la solidarité des Québécois se porte bien, si elle se porte mieux qu'il y a quatre ans. La réponse vient d'elle-

même: lorsqu'on a vu, pendant la grande crise du verglas, la moitié des Québécois héberger l'autre moitié, lorsqu'on a assisté aux élans d'entraide familiale, civique et nationale qui nous ont caractérisés pendant cette crise et pendant les inondations du Saguenay, nous devons conclure que le peuple québécois a rarement été plus solidaire et plus généreux. Le Parti Québécois, plus que tout autre parti de notre histoire, a voulu inviter les Québécoises et les Québécois à travailler ensemble, au-delà de leurs orientations politiques, de leur secteur d'activité, de leur origine linguistique ou culturelle.

Nos deux sommets économiques de 1996 ont été des moments charnières de rassemblement et de solidarité. Nous nous sommes fixé, ensemble, des objectifs économiques et sociaux ambitieux et nous sommes en train de les atteindre. Et nous le faisons sans déchirement social mais, au contraire, en pratiquant encore mieux notre modèle québécois de concertation et de partenariat. Nous avons raison d'être fiers de notre capacité à nous entendre au-delà de nos divergences. Face au gouvernement fédéral, à son attitude et à ses décisions, la solidarité québécoise a permis d'accomplir la grande réforme des commissions scolaires linguistiques. Elle a permis aussi, après 30 ans d'efforts, d'obtenir la maîtrise-d'œuvre sur presque toute la formation de la main-d'œuvre.

Mais parler des décisions fédérales en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, c'est aussi, et peut-être surtout, parler des pêches et de leur avenir. Je le dis tout de suite. Le gouvernement que je dirige va continuer à appuyer les pêcheurs et l'industrie des pêches du Québec. Nous ne sommes pas restés silencieux, ni inactifs, ni surtout complices de certaines stratégies douteuses d'Ottawa. Dès, l'été dernier, Louise Harel annonçait une série de mesures visant à remettre au travail rapidement ceux et celles qui ont été laissés pour compte par la stratégie fédérale du poisson de fond. Mme Harel, en accord avec son collègue Guy Julien, a clairement invité aussi le milieu des pêches à soumettre des projets valables et générateurs d'emplois.

Nous avons aussi réussi à consacrer 1 650 000 \$ pour aider plus de 500 travailleurs d'usine des municipalités de la MRC de Pabok. Le mois dernier, trois ministres du gouvernement, Louise Harel, Guy Julien et Matthias Rioux, ont annoncé, en accord avec le milieu madelinot, l'ajout de près de 200 emplois aux 393 déjà créés afin de mettre sur pied des projets novateurs et formateurs dans les usines de transformation. En ce qui concerne plus particulièrement la ressource halieutique elle-même, tous les intervenants du Québec partagent les mêmes préoccupations quant à sa protection et son renouvellement. Mais, lorsque l'on décide et discute de la ressource disponible.

Le Québec a des droits et des revendications légitimes auxquels le gouvernement fédéral fait encore la sourde oreille. Mais qu'on se le dise une fois pour toutes, les quotes-parts historiques du Québec ne sont pas négociables. J'ai d'ailleurs demandé au ministre responsable, Monsieur Guy Julien, de continuer sans relâche son dur travail de persuasion auprès de son homologue fédéral et je sais pouvoir compter sur vous et votre appui afin que ces démarches soient fructueuses. Mais ne laissons pas l'entêtement fédéral nous faire oublier que nous avons fait beaucoup, ensemble, au Québec, dans le secteur des pêches comme ailleurs. Nous sortons de notre période de grandes réformes, nous avons encore quelque temps avant de présenter un bilan final aux électeurs du Québec et leur présenter de nouvelles propositions. Le peuple du Québec, comme son gouvernement, n'a pas l'habitude de s'arrêter en chemin. Partout, dans toutes les régions, je sens la volonté de se

tourner rapidement et résolument vers des priorités nouvelles. Puisque nous avons maintenant réparé les erreurs du passé et que nous avons réformé nos grands instruments collectifs, nous pouvons penser à construire, investir, grandir.

Et c'est pour ça que je suis ici, parce que dans les mois qui viennent, pour le budget, pour déterminer nos priorités, pour les ajustements à faire dans nos réformes, nous avons besoin de vos avis, de vos propositions, de votre sens des responsabilités.

Moi, je n'ai aucun doute : Avec un État solide et des finances équilibrées; Avec des programmes sociaux généreux et renouvelés; Avec une économie tournée vers l'avenir et axée sur le développement de nos régions; Avec une solidarité québécoise plus forte que jamais. Je n'ai aucun doute pour l'avenir du Québec.

Merci.